



HORS-SÉRIE

Mille millions de mille raisons de découvrir les grands ports du monde !

Retrouvez ce hors-série en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr



Rencontre avec des électeurs déboussolés



David Ademas

Présidentielle 2017 Que pensent les électeurs de l'affaire Fillon ? De la multiplicité des candidatures à gauche ? Et de Macron ? Reportage à Ploumagoar (Côtes-d'Armor), championne de France du civisme. Page 4

Accueillir le Tour de France, un investissement rentable

Depuis hier, on sait que l'édition 2018 s'élancera de la Vendée. Trois millions d'euros, c'est le « ticket d'entrée » pour accueillir un Grand départ, a révélé Yves Auvinet, président du conseil départemental de la Vendée. Si l'accueil d'un tel événement coûte cher, il peut aussi rapporter gros.



Archives Jérôme Fouquet

Page 4 et cahier Sports Ouest

L'incroyable excédent commercial de l'Allemagne

Page 3

Manche

La Normandie prépare son salon de l'Agriculture

Page 5

Challenger de Cherbourg : les pros du tennis à l'assaut du titre

Cahier Sports Ouest

Un Tea Party de gauche contre Trump

Aux États-Unis, la résistance contre l'administration Trump s'organise. Ce mouvement spontané rappelle le mouvement de citoyens conservateurs qui sont parvenus à fédérer les protestations contre Barack Obama, en 2009.

Page 2



Reuters

Victoire laborieuse pour les Bleus

Le XV de France s'est imposé face à l'Écosse (22-16), hier au Stade de France, lors de la 2^e journée du Tournoi des Six Nations. Une victoire acquise dans la douleur. Dans quinze jours, les Bleus iront défier les Irlandais à Dublin.

Cahier Sports Ouest



AFP

Un Breton musher d'exception

Meneur de chiens de traîneau, Patrick Logeais est le n°1 français de ce sport venu du froid. Il vient de remporter le titre de vice-champion d'Europe sur neige, à Todtmoos, en Allemagne. Rencontre chez lui en Ille-et-Vilaine.

En dernière page



Joël Le Gall

Point de vue

par Henri Froment-Meurice (*)

Présidence et Défense

S'il est normal et, bien sûr, nécessaire que les candidats à la présidence de la République forment leur programme en matière économique et sociale, âge de la retraite, durée du travail, fiscalité, minima sociaux, il est très regrettable qu'ils ne soient pas, à de rares exceptions près, interrogés sur ce qui est pourtant la compétence exclusive et essentielle du Président en vertu de l'article 15 de la Constitution : « Le président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et les comités supérieurs de la Défense nationale ». Interrogés, les candidats auraient ainsi à démontrer aux électeurs leur capacité à remplir cette éminente fonction.

En l'état actuel tant de nos forces armées que des crises et guerres exigeant et pouvant exiger leur emploi au Proche-Orient, en Afrique et peut-être en Europe, et n'oublions pas qu'elles peuvent aussi concerner nos Dom-Tom, au moins cinq questions devraient être posées aux candidats.

1. Alors que l'Otan a fixé à au moins 2 % du Produit national brut le budget que chacun de ses membres doit consacrer à la

Défense, celui de la France, bien qu'un peu rehaussé par le président Hollande, n'était encore en 2016 qu'à 1,77 %. Récemment le général de Villiers, chef d'état-major des armées, a demandé qu'il soit porté à 2 % d'ici à la fin du quinquennat. Que propose le candidat pour atteindre l'objectif ?

2. Après la sortie de l'Union européenne (UE) du Royaume-Uni, la France sera le seul État de l'UE à disposer de l'arme nucléaire. Le candidat estime-t-il indispensable de la conserver et au meilleur niveau ?

3. La France a l'une des meilleures industries d'armement. Est-il prêt à en promouvoir les ventes à des États amis ?

4. Accepte-t-il que nos forces armées soient engagées dans des opérations extérieures visant à neutraliser Daech, Al Qaida et autres groupes terroristes ? Et qu'elles disposent de bases à l'étranger ?

5. Le *Charles-de-Gaulle*, seul porte-avions nucléaire de notre flotte, entre pour deux ans en révision. Est-il favorable à la mise en chantier d'un deuxième porte-avions ? Comme on le voit, tant la composition que l'emploi des

forces armées dépendent des options de politique étrangère.

Et l'Europe ?

Le président de la République est donc *de facto* coresponsable avec le gouvernement de la conduite de notre diplomatie. Les candidats doivent s'y préparer.

C'est ici que l'on verra si le candidat est un « souverainiste » ou un véritable « européen », c'est-à-dire un Français qui, tout en étant décidé à défendre les intérêts nationaux de son pays, accepte de les insérer dans la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune) de l'UE. Et qui, plus largement, fait sien l'objectif fondamental du Traité de Rome qui a créé la Communauté économique européenne (CEE), ancêtre de l'UE, et dont les 60 ans seront célébrés le 25 mars prochain, à savoir « une union sans cesse plus étroite » entre les États membres. Espérons donc que lors des derniers débats avant l'élection présidentielle, les candidats seront soumis à ces questions capitales.

(*) Ambassadeur de France.



BRICO

E.Leclerc  GRANVILLE

